

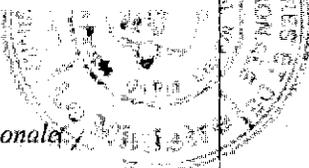
United Nations Peacebuilding Support Office (PBSO)/ Peacebuilding Fund (PBF)

| | |
|--|--|
| <p>Project Title : Projet de renforcement de la résilience sécuritaire et de la prévention des conflits inter-communautaires pour la cohésion sociale et la paix dans les Régions de Mopti et Ségou</p> | <p>Recipient UN Organization(s): UNWOMEN, UNDP</p> |
| <p>Project Contact: Mariétou Diaby Coordinatrice de Programme Femmes Paix et Sécurité ONU Femmes Address: Mali, Bamako, Immeuble Magane, Faso Kanu Telephone: +22382005860 E-mail: marietou.diaby@unwomen.org</p> <p>Project Contact: Abdoul Wahab Ba Conseiller Technique Principal Gouvernance Address: Mali, Bamako, Immeuble Magane, Badalabougou Est Telephone: +22375997858 E-mail : abdoul.wahab.ba@undp.org</p> <p>Project Contact: Bernadette Sene Conseillère principale protection des femmes Address: Minusma, Immeuble Magane, Badalabougou Est Telephone: +22394950154 E-mail: seneb@un.org</p> | <p>Implementing Partner(s) – name & type (Government, CSO, etc.): MINUSMA, Ministère de la Réconciliation Nationale, Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, Ministère de la Jeunesse et de la Construction citoyenne, Organisations de la société civile</p> <p>Project Location : Régions de Mopti et Ségou</p> |
| <p>Project Description: <i>One sentence describing the project's scope and focus.</i></p> <p>Contribuer à la restauration d'une paix inclusive et durable dans les Régions de Mopti et Ségou</p> | <p>Total Project Cost: 2 500 006 USD Budget approuvé par le Fonds pour la consolidation de la paix : 2 500 006 USD Montant pour la 1ère tranche : 1 750 004 USD (UNWOMEN : 875 191 USD et PNUD : 874 813 USD) Montant pour la 2ème tranche : 750 002 USD (UNWOMEN: 375 082 USD et PNUD: 374 920 USD) Government Contribution: 0 USD Other: 0 USD *Le budget global approuvé par le fonds de consolidation de la paix et le transfert de la deuxième tranche sont soumis à l'évaluation du bureau d'appui à la consolidation de la paix et au processus de prise de décision, et sous réserve de la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</p> <p>Proposed Project Start Date: Janvier 2018 Proposed Project End Date: 30 Juin 2019 Total duration (in months)¹: 18 mois</p> |

¹ The maximum duration of an IRF project is 18 months.

IRF PROJECT DOCUMENT

(for IRF-funded projects)

| | |
|---|---|
| <p>Recipient UN Organization(s)¹ <i>Name of Representative: Maxime HOUINATO</i> <i>Signature</i> <i>Name of Agency: UNWOMEN</i> <i>Date & Seal</i> <i>P/O MARIETOU DIABY</i> <i>6/12/2017</i></p>  <p><i>Name of Representative: Abdou KOULIBALY, Country Director</i> <i>Signature</i> <i>Name of Agency: UNDP</i> <i>Date & Seal</i></p>  | <p>Representative of National Authorities</p> <p><i>Name of Government Counterpart</i> <i>SE Abdoulaye Diop</i> <i>Signature</i> <i>Title: Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale</i></p> <p><i>Date & Seal</i> <i>DEC 2017</i></p> <p><i>Name of Government Counterpart</i> <i>Mohamed ELMOCTAR</i> <i>Signature</i> <i>Title: Ministre de la Réconciliation Nationale</i></p>  <p><i>Date & Seal</i> <i>6/12/2017</i></p> <p><i>Name of Government Counterpart</i> <i>Mme TRAORE Ouidia TOURE</i> <i>Signature</i> <i>Title: Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille</i></p>  <p><i>Date & Seal</i> <i>05/12/2017</i></p> |
| <p>Peacebuilding Support Office (PBSO)</p> <p><i>Name of Representative: Oscar Fernandez Taranco</i> <i>Signature</i> <i>Peacebuilding Support Office, NY</i> <i>Date & Seal</i> <i>20/12/2017</i></p> | <p>Resident Coordinator (RC)</p> <p><i>Name of Representative: Mbaranga Gasarabwa</i> <i>Signature</i></p> <p><i>Date & Seal</i> <i>12/12/17</i></p> |

Gender Marker Score²: 2

Score 3 for projects that have gender equality as a principal objective.

Score 2 for projects that have gender equality as a significant objective.

Score 1 for projects that will contribute in some way to gender equality, but not significantly.

Score 0 for projects that are not expected to contribute noticeably to gender equality.

Project Outcomes:

Résultat 1 : La dynamique de construction et de consolidation de la paix est renforcée par l'amélioration des relations inter et intra-communautaires dans les Cercles de Ténenkou et Macina à travers l'accroissement de l'implication et du rôle de 2600 jeunes, femmes, leaders communautaires et religieux (dont au moins 30% de femmes)

PBF Focus Areas³ which best summarizes the focus of the project (select one): 2 (2.3 Conflict prevention/management)

² PBSO monitors the inclusion of gender equality and women's empowerment all PBF projects, in line with SC Resolutions 1325, 1888, 1889, 1960 and 2122, and as mandated by the Secretary-General in his Seven-Point Action Plan on Gender Responsive Peacebuilding.

³ PBF Focus Areas are:

1: Support the implementation of peace agreements and political dialogue (Priority Area 1):

(1.1) SSR; (1.2) RoL; (1.3) DDR; (1.4) Political Dialogue;

2: Promote coexistence and peaceful resolution of conflicts (Priority Area 2):

(2.1) National reconciliation; (2.2) Democratic Governance; (2.3) Conflict prevention/management;

3: Revitalise the economy and generate immediate peace dividends (Priority Area 3);

(3.1) Employment; (3.2) Equitable access to social services

4) (Re)-establish essential administrative services (Priority Area 4)

(4.1) Strengthening of essential national state capacity; (4.2) extension of state authority/local administration; (4.3) Governance of peacebuilding resources (including ISC/ PBF Secretariats)

Table of contents:

Length: Max. 15 pages

I. Peacebuilding Context and Rationale for PBF support

- a) Peacebuilding context
- b) Mapping of existing peacebuilding activities and gaps
- c) Rationale for this IRF

II. Objectives of PBF support and proposed implementation

- a) Project outcomes, theory of change, activities, targets and sequencing
- b) Budget
- c) Capacity of RUNO(s) and implementing partners

III. Management and coordination

- a) Project management
- b) Risk management
- c) Monitoring and evaluation
- d) Administrative arrangements (standard wording)

Annex A: Project Summary (to be submitted as a word document to MPTF-Office)

Annex B: Project Results Framework

PROJECT COMPONENTS:

I. Peacebuilding Context and Rationale for PBF support

a) Peacebuilding context:

Le contexte actuel du Mali est caractérisé par plusieurs facteurs alarmants qui pourraient dégénérer en une aggravation de la crise si des interventions préventives et de mitigation ne sont pas prises à temps. Il s'agit particulièrement :

- Des blocages dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation (ci-après nommé Accord), les combats qui persistent entre les 2 mouvements signataires (CMA et Plateforme), l'absence de l'Etat et l'impossibilité d'organiser les élections communales dans plus de 50 communes du Nord et du Centre ;
- Les menaces terroristes : la multiplication et l'occupation du terrain par des mouvements djihadistes et terroristes au Nord et au Centre, qui posent des actes terroristes même au Sud ;
- L'exacerbation des conflits intra et inter-communautaires et la création des milices d'auto-défense à caractère ethnique au Nord et au Centre du pays ;
- Les tensions liées à l'approche des élections présidentielles et locales (2017-2018) dans un contexte de troubles sociaux exacerbé par la tentative de révision constitutionnelle et des grèves dans les secteurs sociaux de base (santé, éducation, transport).

Le Mali constitue l'épicentre du terrorisme pour l'ensemble du Sahel. En moins d'un an, plusieurs mouvements ayant adhéré à la coalition « *Jama'at Nasr Al Islam Wal Muslimin – JNIM* » ont conduit des attaques (au Nord, au Centre et au Sud) occasionnant de nombreuses victimes et des déplacements de populations. A cela s'ajoutent des actes de banditisme sur les routes, accompagnés de violences physiques et sexuelles contre les filles et les femmes. Face à ces menaces, la Force Conjointe du G5 Sahel a été lancée en juillet 2017, dont le Centre de commandement est basé à Mopti. Mais l'espoir suscité par la signature de l'Accord est en train de s'estomper car la situation sécuritaire ne s'est pas sensiblement améliorée. Cette situation a été constatée par le Conseil de Sécurité qui a souligné être « *gravement préoccupé par la situation sécuritaire volatile, notamment par le développement d'activités criminelles et terroristes dans le Centre et le Sud du Mali, comme par l'intensification des trafics de drogue et d'êtres humains* » et qui a adopté le 6 septembre 2017 une Résolution créant un régime général des sanctions pour le Mali.

Les communautés de ces régions subissent les conséquences de cette insécurité à travers les actes de banditisme, les assassinats ciblés, les violations de droits humains, les violences sexuelles, les affrontements intra et intercommunautaires, etc. On constate également la multiplication des milices d'auto-défense à caractère ethnique pour la protection des Sonraï, des Peuls, des Dogons, etc. Les communautés se rendant compte qu'elles ne peuvent pas être protégées par les Forces de défense et de sécurité, recourent à la formation des milices ce qui exacerbe les tensions, les provocations, les affrontements violents. Certains conflits intercommunautaires datent de longtemps, mais le contexte de crise a influencé leur amplification. Il y a un réel risque de dégénération en une crise ouverte.

Une des insuffisances de la mise de l'Accord se situe au niveau du faible niveau de consultation et d'implication des populations locales, notamment les femmes, les jeunes, les autorités locales, coutumières et religieuses. Ainsi, ceux-ci ont peu d'informations et sont facilement manipulables par les différentes tendances. Ils demeurent faiblement représentés dans les instances de mise en œuvre de l'Accord et leurs besoins spécifiques sont insuffisamment pris en compte par les décideurs au niveau central.

L'analyse des scénarii possibles montre que le scénario positif serait la création d'un contexte paisible à travers l'adhésion des populations à la base (notamment les femmes, les jeunes, les leaders communautaires et religieux) ainsi que les représentants des groupes armés sur le terrain à la cause de la paix et l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord, l'organisation des élections pacifiques et l'arrêt des conflits intercommunautaires. Mais le scénario le plus négatif serait le blocage total de la mise en œuvre de l'Accord par une non adhésion des groupes armés, des leaders communautaires/religieux, des jeunes et des femmes qui pourraient entraîner la généralisation de l'insécurité aggravée par un conflit électoral.

Les problèmes décrits plus haut sont actuellement très préoccupants à Mopti et Ségou (Centre du pays), qui constituent un trait d'union avec le Sud. Notamment dans les Cercles de Ténenkou (Région de Mopti) et Macina (Région de Ségou) qui ont été choisis comme les zones d'intervention de ce Projet.

La Région de Mopti est un carrefour de passage entre le Nord et le Sud, entre les zones nomades et sédentaires et fait frontière avec le Burkina Faso. Elle est un terreau fertile du terrorisme à cause de la forte présence des écoles coraniques non encadrées par l'Etat. Le Cercle de Ténenkou y est particulièrement vulnérable, il est enclavé et inondé durant une grande partie de l'année. Depuis plusieurs années, il connaît des conflits entre éleveurs et agriculteurs autour de la gestion des ressources naturelles (terres, pâturages, points d'eau), des problèmes liés à la mauvaise administration de la justice, le manque d'accès aux services sociaux de base, etc. Les conflits se sont aggravés avec la crise de 2012, et la cohabitation séculaire a été entachée par la présence des groupes séparatiste (Alliance Nationale pour la Sauvegarde de l'Identité Peule et la Restauration de la Justice qui a rejoint le MNLA) et djihadiste (Katiba Macina à majorité peuhle qui est affiliée à JNIM), des frustrations sont nées avec les Forces armées et de sécurité dont les actions ont été quelque fois assimilées à des amalgames concernant les Peuls, le renforcement des clivages entre les communautés (*« les peuls sont assimilés aux djihadistes, les bambaras sont perçus comme des ennemis de la charta, des oreilles et informateurs de l'Etat »*). Cette situation a favorisé le banditisme, l'extrémisme violent, la multiplication de milices ethniques Peules et Bambaras, la méfiance entre les communautés et les actes de vengeance entre elles qui ont causé de très nombreuses victimes civiles. L'absence de l'Etat et la paupérisation des jeunes caractérisée par la non fonctionnalité des infrastructures de base, le manque d'opportunités d'emplois et l'absence d'un encadrement approprié des jeunes constituent des facteurs propices au développement de la violence. **Les jeunes hommes notamment, constituent la majorité des membres des groupes armés actifs sur le terrain et sont les leaders des combattants.** Cependant, depuis septembre 2017, on constate une accalmie obtenue grâce à **l'implication des notabilités traditionnelles et religieuses** et l'Association faitière peule Tabital Pulaku.

Quant à la région de Ségou, elle est facile d'accès pour les groupes armés qui viennent de la Région de Mopti ou de la Mauritanie, notamment le Front de Libération du Macina qui a adhéré à AQMI. A Macina, les affrontements sont fréquents entre cultivateurs Bambaras et éleveurs Peuls en temps normal, mais l'infiltration des terroristes a exacerbé la situation conflictuelle liée au foncier. Les assassinats ciblés contre les chefs traditionnels et certaines personnes considérées comme des informateurs par les groupes djihadistes, les actes de vengeance entre populations sont fréquents. Ils sont exacerbés par les vols de bétail, le manque d'accès à la justice et l'impunité, les violences sexuelles et basées sur le genre, etc. Cependant, il convient de noter que les autorités administratives et les Forces de défense et de sécurité (FDS) sont présentes dans plusieurs localités. Pour empêcher la propagation de la

violence sur la totalité de la région et vers Bamako (qui est à près de 260 kms), il est impératif de contenir/prévenir les conflits. Mais, si les conflits communautaires et les attaques s'aggravent, ils peuvent avoir un impact négatif sur l'engagement des populations et des leaders et avoir un effet d'entraînement négatif, de manque de confiance au processus de paix pour l'ensemble des communautés.

Les problèmes principaux dans les Cercles cités sont la défaillance des mécanismes de prévention et de gestion communautaires et l'insécurité, qui ont conduit à la résurgence des conflits intra et intercommunautaires. En conséquence, le manque d'accompagnement des initiatives endogènes, c'est-à-dire impliquant les leaders communautaires (légitimités traditionnelles, religieuses, autorités locales) et les agents de changement que sont les jeunes et les femmes, a conduit à une rupture des systèmes de régulation des conflits.

Analyse genre :

A Mopti et Ségou, on constate que les femmes ont été peu actives dans l'alimentation des conflits et aussi dans leur résolution⁵. Leurs actions sont encore fortement entravées par les traditions et la culture dominantes (Bambaras et Peules) et l'influence de l'Islam, qui limitent leurs interventions dans les espaces publics.

Dans toutes ces zones, les femmes et les jeunes filles ont beaucoup souffert de l'insécurité à travers la destruction des moyens de subsistance, la destructuration des familles, les viols individuels et collectifs qui continuent, la restriction de leurs droits et libertés fondamentales, la destruction des édifices communautaires (marchés, centres de santé, écoles – ce qui a touché à la scolarisation des filles), etc. Certaines femmes ayant connu des exactions ou perdu les membres de leurs familles, entretiennent le sentiment de vengeance et poussent des jeunes à s'engager dans les groupes violents. Si cette situation se généralise et si elles-mêmes commencent à poser des actes terroristes comme à Gao et au Nigéria, cela pourrait entraîner un bouleversement social grave à cause de leur rôle de piliers dans leurs communautés. Alors que leur rôle est souvent positif dans la prévention des conflits communautaires et de l'extrémisme violent : la place traditionnelle des femmes fait en sorte qu'elles disposent d'un point de vue privilégié et des informations essentielles. Elles ont de l'influence sur les jeunes souvent utilisés à mauvais escient par différents groupes armés et extrémistes pour entretenir la violence. A l'inverse, elles peuvent aider à canaliser le potentiel de la jeunesse pour construire la paix et la cohésion sociale.

Par contraste, les femmes et les jeunes filles sont marginalisées dans le processus de paix aux niveaux national et communautaire. Or l'expérience au Mali et dans d'autres pays ainsi que les études montrent qu'elles constituent une grande force pour impulser une paix durable si on leur donne une chance d'être impliquées. Leur participation est également une exigence des Résolutions 1325 et connexes ainsi que la Résolution 2250. Le Mali s'est doté d'un Plan d'Action National de la 1325 à cet effet.

b) Mapping of existing peacebuilding activities and gaps:

Table 1 – Mapping of peacebuilding activities and gaps

| Project outcome | Source of funding (Government / development) | Key Projects/ Activities | Duration of projects/activities | Budget in \$ | Description of major gaps in the Outcome Area, programmatic |
|-----------------|--|--------------------------|---------------------------------|--------------|---|
| | | | | | |

⁵ Résultats de l'évaluation rapide de la Mission Interagences des NU, avril 2014

| | partner) | | | | or financial |
|--|---------------------------------------|---|----------------------------------|--------------|--|
| 1) Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes de Gao et Tombouctou | PNUD- ONUDI | The project aims at contributing to national reconciliation and peace consolidation through a mix of peace education, dialogue and targeted socio-economic support for women and youth in Gao and Timbuktu | Janvier 2015 - décembre 2017 | 2 611 110 \$ | Manque d'opportunités économiques pour les femmes et les jeunes en particulier |
| 2) Projet de l'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali | UNICEF | The project aims at strengthening social cohesion in conflict-afflicted regions of Gao and Timbuktu through increased and equitable access to education for vulnerable children and inclusive community dialogue | Janvier 2015 - septembre 2017 | 2 499 519 \$ | N'intervient pas dans le Centre |
| 3) Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali (GP12) | PBF/ MINUSMA, UNFPA, UNWOMEN | The project aims at strengthening the judicial response to sexual and gender based violence, increasing access to justice of victims as well as contributing to the inclusion of norms and standards relating to the inclusion of women in transitional justice and reform processes | Janvier 2015 - décembre 2017 | 1 498 310 \$ | N'intervient pas dans le Centre |
| 4) Soutien à la cellule d'Appui du Comité de Pilotage au Mali | UNDP, MINUSMA | The project creates support unit in the office of the RC to support the work of the Joint Steering Committee that oversees the implementation of the PBF-funded projects in Mali | Non disponible | 325 815 \$ | N'intervient pas dans le Centre et se limite à la coordination |
| 5) Appui aux Autorités Intérimaires de Taoudéni et Ménaka | UNDP, MINUSMA | The project provides capacity development for the interim authorities in Taoudéni and Ménaka and increases access to basic social services for the populations | Mars 2017- février 2018 | 1 00 022 \$ | N'intervient pas dans le Centre |
| 6) De victimes à actrices de la paix: Renforcement de la participation des femmes dans la mise en œuvre de l'accord de paix et l'amélioration de la cohésion sociale (GP13) | PBF/ MINUSMA, UNFPA, UNWOMEN | The project aims at increasing the participation of women in the implementation of the Peace Accord as well as their contribution to social cohesion. | Octobre 2016 - mars 2018 | 1 000 000 \$ | Intervient à Mopti mais pas à Ségou |
| 7) Femmes, Défense et Sécurité : Participation des Femmes à la Réforme du Secteur de la sécurité et au renforcement de la confiance entre les populations et Forces de défense et de sécurité au Mali (GP13) | PBF/Interpeace- IMRAP | Contribuer à la consolidation de la paix au Mali en assurant une plus grande participation des femmes dans le domaine de la sécurité et la gestion pacifique des conflits, et en renforçant la confiance entre femmes, et entre femmes et les Forces de défense et de sécurité dans les régions de Tombouctou et Gao en particulier | Janvier 2017 - juin 2018 | 675 000 \$ | Ne focus pas sur le Centre |
| 8) Jeunesse Alafia: Actions des jeunes en faveur de la consolidation de la paix inclusive et de la lutte contre l'extrémisme violent au Mali (YPI) | PBF/ACORD | 18 mois : avril 2017 - septembre 2018 | | 800 000 \$ | Ne focus pas sur le Centre |
| 9) Burkina Faso – Niger – Mali: cross-border initiative to promote community security and social cohesion in the region of Liptako-Gourma | UNDP | Consolidation de la cohésion sociale dans les zones frontalières | | 3 000 000 \$ | Ne focus pas sur le Centre |

| | | | | | |
|--|----------------------------|---|---------------------------|------------------|--|
| 10) Action de stabilisation à Mopti et Ségou | UE | Mise en place d'une équipe de 8 Experts européens et 2 personnels de soutien, dédiée dont l'action sera prolongée par le déploiement progressif des projets européens | Avril 2017 - octobre 2018 | Non disponible | Appui en expertise, pas d'actions sur le terrain |
| 11) Le programme d'Appui à la réconciliation et à la résolution de conflits au Mali (ARCOMA) | UE | Appui direct au Ministère de la réconciliation nationale, appui à l'organisation du Forum International des Jeunes sur la Paix et la Sécurité au Sahel, appui à la restauration du patrimoine culturel et religieux de Tombouctou, appui au Comité de Suivi de l'Accord | 2014-2017 | 5 000 000 Euros | N'intervient pas dans le Centre |
| 12) Le Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC) | UE | Contribuer au renforcement de l'état de droit dans la région centre en permettant une présence accrue, durable et effective des forces de sécurité et de défense. Le projet va soutenir le redéploiement des forces de sécurité intérieures impliquées dans des missions à caractère civil | 2017-2020 | 29 000 000 Euros | Intervient dans les zones frontalières |
| 13) Le Projet de Contribution aux efforts de réforme du secteur de la sécurité (gestion des crises) au Mali (CORSEC) | UE | Renforcer les institutions chargées de la sécurité publique et du respect des lois, en particulier la police, la gendarmerie, la garde nationale, la protection civile et le Ministère de la sécurité et de la protection civile (MSPC) | 2016-2018 | 5 000 000 Euros | Appui les forces de sécurité seulement |
| 14) L'appui à la Force conjointe du G5 Sahel et de protection | UE | Contribuer au rétablissement de l'autorité de l'Etat et au retour des personnes déplacées et des réfugiés, faciliter les opérations humanitaires et la livraison de l'aide aux populations affectées, à travers la fourniture d'infrastructures, de certains moyens de transport et de communication ainsi que de capacités logistiques | 2017- non disponible | 50 000 000 Euros | Appui au G5 Sahel |
| 15) Strengthening Security Governance in North and Central Mali | Canada/International Alert | Working in partnership with Malian authorities, communities and security forces, support the re-establishment of state authority in conflict-affected areas in northern and central Mali by supporting the re-establishment of community security governance structures, and connecting local populations to Malian security forces | 2016 - 2018 | 1 300 000 \$ | Actions complémentaires au présent projet |
| 16) United Nations Peace Building Fund - Mali | Canada/PBF | Support fast, flexible and targeted programming to enable UN-led peacebuilding and peace agreement implementation work in Mali | 2016 -2017 | 2 000 000 \$ | Financement global pour le Mali |
| 17) Renforcement de la Commission de vérité, justice et réconciliation pour la paix et la stabilisation au Mali | Canada/CVJR | Working with and in support of the Commission for Truth, Justice and Reconciliation of Mali, advance the implementation of key Commission priorities, build the technical capacity of Commission personnel with a particular focus on investigations | 2017/2019 | 2 028 000 \$ | Financement pour la justice transitionnelle |

| | | | | | |
|---|-----------------------|--|-------------|--------------|--|
| 18) Support to MINUSMA Trust Fund | Canada/ MINUSMA | Support the implementation of the peace agreement in Mali, support and enable the restoration of state authority in conflict-affected areas, reinforce social cohesion and enable conflict prevention and mediation efforts to reduce inter and intra-community violence, extend the rule of law, enable the protection of civilians, and support security sector reform in north and central Mali | 2016 -2019 | 6 000 000 \$ | Financement global pour le Mali |
| 19) Prévention et réduction des conflits dans les régions frontalières du Mali, du Burkina Faso et du Niger | Canada/HD Center | Working with the Government of Mali, Burkina Faso and Niger, as well as non-terrorist non-state armed groups not party to existing mediation processes, support dialogue and outreach to enable formal resolution of outstanding conflicts | 2017-2019 | 2 800 000 \$ | Intervient dans les zones frontalières |
| 20) Conflict sensitivity capacity building and analysis for MINUSMA | Canada/ Interpeace | Strengthen the capacity of MINUSMA planners, stabilization officers, and mediators on conflict sensitivity, enhance MINUSMA analytical capacity, and improve the targeting and delivery of MINUSMA stabilization and peacebuilding initiatives in support of the implementation of the Malian peace | 2016 - 2019 | 1 100 000 \$ | Support à la MINUSMA |

Le gap majeur de ces projets est que plusieurs ne couvrent pas les Régions du Centre (Mopti et Ségou) ou pas suffisamment. Certains ne ciblent pas spécifiquement les femmes, les jeunes et les leaders communautaires.

c) Rationale for this IRF:

Le contexte actuel du Mali interpelle à agir pour mobiliser les communautés à soutenir le processus global de paix d'une part et pour renforcer la cohésion au niveau communautaire d'autre part. **Le choix stratégique de ce Projet est de renforcer le rôle des acteurs notamment les femmes, les jeunes et les leaders communautaires et religieux, comme leviers pour une paix inclusive.** Ces acteurs prendront le leadership pour le développement d'initiatives de paix endogènes répondant aux problématiques expliquées plus haut. L'approche d'intervention se basera sur les atouts et les potentiels déjà existants au niveau communautaire en matière de gestion et de prévention des conflits. **D'où l'utilisation du concept de résilience sécuritaire qui signifie « la capacité des communautés à se réorganiser, à vivre harmonieusement et à rechercher un niveau de sécurité acceptable ».** Cette résilience reposera sur une profonde réflexion des populations sur leur situation et les réponses à adopter pour s'en sortir. Le PBF s'avère être mieux indiqué pour financer ce Projet visant à bâtir la paix au Mali sur la base des réponses endogènes aux conflits et l'appropriation communautaire du processus de paix, compte tenu de son mandat.

La valeur ajoutée de ce Projet sera donc **la localisation du processus de paix**, en ramenant les dialogues au niveau de la population à la base laquelle proposera des solutions endogènes pour favoriser leur appropriation. Il se basera sur des approches innovatrices et les expériences des autres pays en matière de gestion des conflits telle que la Colombie où ce sont des cadres de réflexion poussée nommés « **Laboratoires pour la paix** » qui ont permis de faire des propositions pour une paix durable. Les laboratoires pour la paix sont des

initiatives de participation citoyenne qui promeuvent la cohabitation pacifique entre les communautés, la résolution pacifique des conflits en utilisant des méthodologies en faveur de l'inclusion sociale et de la participation d'organisations communautaires et leur articulation en réseaux. Dans le cas colombien, les laboratoires de la paix ont renforcé des initiatives locales en faveur de la paix en partenariat avec les institutions gouvernementales en respectant les processus locaux déjà existants. Ils ont permis d'intégrer les initiatives locales au système régional de planification participative, de renforcer le tissu associatif, la confiance entre la société civile et les institutions publiques, une meilleure participation citoyenne dans les élections, d'initier des alternatives socio-économiques pour le développement local et la construction d'infrastructures (hôpitaux, centres éducatifs, centres communautaires, etc.).

De même l'approche de dialogues entre les communautés divisées ou ayant des contentieux de longue date sera organisée avec des séances de réconciliation qui seront conclues par la signature de contrats sociaux nommés chartes locales de paix. Ceci va renforcer le travail effectué par les équipes régionales d'appui à la réconciliation du Ministère de la Réconciliation nationale. Le projet s'appuiera sur 3 catégories sociales disposant d'un grand potentiel pour impulser les changements souhaités : les jeunes, les femmes et les leaders communautaires et religieux. Le renforcement de leurs capacités, leur organisation en coalitions des 3 forces de changement et la création d'espaces d'expression et d'interaction avec les acteurs publics constitueront des stratégies. Des initiatives pour la paix et la réconciliation identifiées par les populations seront mises en œuvre. Conçu à titre pilote et catalytique avec une composante de Laboratoires pour la paix, le projet adoptera également l'approche de recherche-action et de génération de connaissances et de bonnes pratiques destinées à être partagées et à être répliquées dans d'autres régions du Mali. Un partenariat avec des organisations de recherche sera développé pour capitaliser les réflexions et réponses issues de la base. Le projet a fait l'objet de consultations avec les acteurs communautaires, locaux et administratifs à Ténenkou et Macina et au niveau national.

La nécessité de travailler dans le Centre du pays a été expliquée, ces régions sont actuellement au cœur des affrontements communautaires et de l'insécurité. Mopti et Ségou sont une zone de liaison entre le Nord et le Sud, et avec d'autres pays du Sahel. Elles sont donc emblématiques et stratégiques pour la stabilité et le processus de paix au Mali. En contribuant à la résolution des conflits et à l'appropriation du processus de l'Accord de paix dans ces 2 régions, le Projet participera à la stabilité du pays de façon globale en utilisant la synergie créée entre les jeunes, les femmes et les leaders communautaires.

II. Objectives of PBF support and proposed implementation

a) Project outcomes, theory of change, activities, targets and sequencing:

L'impact général qui sera induit par le projet est le retour de la paix ainsi que la réconciliation dans les régions de Mopti et Ségou au départ et progressivement sur l'ensemble du pays.

Le projet vise à réduire les tensions communautaires et intercommunautaires et consolider la paix dans les régions de Mopti et Ségou à travers l'implication des jeunes, des femmes ainsi que des légitimités coutumières, des autorités locales et des forces de défense et sécurité. Cet objectif sera atteint à travers notamment le développement de coalitions, la promotion du dialogue communautaire inclusif et l'établissement d'un nouveau contrat social entre ces acteurs.

La théorie du changement escomptée est : « (1) Si des coalitions de jeunes, femmes et leaders communautaires s'engagent dans des cadres de dialogue inclusifs et participatifs, (2) si les cadres de collaboration avec les autorités locales, les forces de défense et sécurité existent, (3) si les communautés sont mieux informées et s'engagent pour la paix alors les tensions communautaires seront réduites et le climat de paix amélioré *parce que* les communautés auront les capacités de résoudre les conflits sans recours à la violence, leur confiance dans les institutions sera renforcée et l'influence des groupes armés sera diminuée ».

2600 personnes (dont au moins 30% de femmes) seront ciblées par le projet. Ce sont :

Les jeunes : leaders des associations de jeunesse ayant initié des actions en matière de cohésion sociale et de paix, membres des associations communautaires peules/bambaras, jeunes actifs ou démobilisés des groupes armés, élèves des écoles coraniques, membres des Comités consultatifs locaux de sécurité

Les femmes : leaders des associations/organisations communautaires ayant déjà initié des actions en matière de cohésion sociale et de paix, les femmes et filles affectées par le conflit (survivantes de VBG, réfugiées/IDPs de retour), membres des associations communautaires peules/bambaras, membres des Comités consultatifs locaux de sécurité

Les leaders communautaires : chefs de villages/sites, conseillers villageois, imams, cadis, prêcheurs, promoteurs des écoles coraniques, membres des organisations socio-professionnelles (communicateurs traditionnels, associations communautaires peules/bambaras, Dozos, etc.), membres des Comités consultatifs locaux de sécurité

Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) : militaires, policiers, gendarmes actifs localement ou collaborant avec le Commandement du G5 Sahel basé dans la ville de Mopti

Le ciblage des jeunes et femmes se fera selon les critères de vulnérabilité au conflit mais aussi de leadership à la base, du potentiel ainsi que leur engagement pour influencer la paix et la réconciliation à la base. Le critère d'inclusivité et de représentation équilibrée de toutes les composantes de la population sera pris en considération. Le projet utilisera des approches participatives communautaires (rencontres communautaires) incluant les autorités locales et administratives. Cette approche permettra de définir de façon participative les critères de vulnérabilité que les communautés pensent adaptés à leur contexte local et de promouvoir la légitimité des cibles et la transparence dans leur choix.

Les localités d'intervention qui sont identifiées sont (à titre indicatif) : 7 communes du Cercle de Macina et 6 communes du Cercle de Ténenkou affectées par les conflits.

Les résultats recherchés sont :

Résultat 1 : La dynamique de construction et de consolidation de la paix est renforcée par l'amélioration des relations inter et intra-communautaires dans les Cercles de Ténenkou et Macina à travers l'accroissement de l'implication et du rôle de 2600 jeunes, femmes, leaders communautaires et religieux (dont au moins 30% de femmes).

Produit 1.1 : Des dialogues inter et intracommunautaires sont organisés dans les 2 Cercles et des chartes locales signées grâce aux propositions issues des Laboratoires pour la paix

Activité1 : La mobilisation communautaire sera menée dans les 13 communes ciblées, actuellement affectées par les conflits intercommunautaires et l'extrémisme violent. Avant d'initier le travail d'analyse locale du conflit et de dialogue, il est important de préparer un noyau de personnes ressources issues des communautés. Donc, chacune des 13 communautés délèguera 5 personnes/communauté pour assurer le rôle de Volontaires communautaires pour

la paix. Au total, ces 65 Volontaires (dont au moins 40% de femmes) seront ainsi officiellement enrôlés par le Centre National de Promotion du Volontariat (CNPV) afin de consacrer leur reconnaissance par les autorités publiques. Le rôle de ces personnes de référence est de faciliter une culture de paix entre les communautés et de contribuer à la mobilisation de celles-ci pour les sessions de dialogue. Leurs critères de choix seront : la crédibilité morale, la légitimité locale et la connaissance de la zone (être un habitant de la zone et connaître les pratiques culturelles et les croyances ainsi que la façon de les utiliser au profit de la participation communautaire), la neutralité, la moralité et l'engagement vis-à-vis de la culture de la paix. Il faudra porter une attention à la diversité ethnique et sociologique (représentation des femmes, des jeunes et des minorités marginalisées). Ce noyau de personnes de référence sera formé de façon approfondie par le projet sur les thèmes comme : les techniques d'animation et de médiation communautaire, l'analyse et la gestion des conflits, la communication non-violente, l'analyse de l'exclusion sociale et le cadre des droits humains, le genre, l'approche « ne pas nuire/do no harm ». Activité2 : Les Volontaires pour la paix vont ensuite réunir des assemblées communautaires pour organiser 13 mécanismes inter ou intracommunautaires dans 13 communes. Ces mécanismes seront élargis à l'ensemble des parties prenantes des localités pour commencer un premier travail d'analyse et de réflexion sur la dynamique des conflits dans leurs localités. Au moins 2600 membres des communautés participeront à ces mécanismes. Lors de ces rencontres intra et intercommunautaires, les participants désigneront les membres qui travailleront au sein des Laboratoires pour la paix animés par les Volontaires. Activité3 : Les Laboratoires identifieront les solutions et les initiatives conjointes les plus réconciliatrices et/ou promotrices de paix au niveau communautaire, que les communautés peuvent elles-mêmes conduire. Ils élaboreront 13 chartes locales de paix qui seront validées et signées par les décideurs communautaires, les élus et les autorités administratives. Ces chartes constituent un code moral de conduite, un contrat social qui va lier les parties prenantes respectant les valeurs communautaires de chaque localité. Elles seront traduites dans les langues locales du milieu.

Produit 1.2 : Des initiatives de prévention et de gestion des conflits sont mises en œuvre conjointement par les coalitions de jeunes, de femmes et de leaders communautaires et religieux

Activité4 : Les chartes incluront aussi des solutions classées par ordre de priorité et réalisables par les parties en conflit. En moyenne 4 meilleures initiatives conjointes de chaque charte seront soutenues financièrement (pour un coût moyen de 5 000 000 Fcfa/initiative, soit un total de 52 projets communautaires), une contribution des communautés sera aussi exigée (en nature, en matériels ou financière). Cette démarche assurera la transparence, la redevabilité et l'inclusivité du processus de sélection. Les projets de paix peuvent varier selon le contexte, comme par exemples: un mécanisme de alerte/surveillance conjointe des risques et des tensions, la réhabilitation conjointe des habitats pour les réfugiés/déplacés, la réhabilitation de points d'eau communautaires, le restockage, le maraichage, la mise en place d'un système commun de microcrédit, la réparation des dommages pour les personnes victimes de violences basées sur le genre liées aux conflits, la réhabilitation communautaire des ouvrages afin d'accroître l'accès aux services de base ou créer des emplois, etc. Activité5 : Parmi les initiatives, une attention particulière sera dédiée aux femmes et aux jeunes issus de différentes communautés ethniques à travers la réhabilitation ou la construction de centres sur le modèle des cases de paix, qui leur permettront de créer des opportunités de se rassembler et d'interagir dans un environnement sûr.

Produit 1.3 : Un dialogue inclusif et participatif est engagé avec les Forces de défense et de sécurité pour améliorer la confiance avec elles, réduire l'influence des groupes armés et promouvoir un climat de paix

Compte tenu des difficultés évoquées en ce qui concerne les relations avec les FDS, il est important de faciliter le dialogue entre les communautés et celles-ci. Ce travail pourra conduire à la réduction des perceptions négatives sur la stigmatisation de certaines communautés, leur faire comprendre leur rôle important dans la sécurité et de réduire les tensions et l'influence des milices/groupes extrémistes. Activité6 : A cet effet, les Volontaires pour la paix et les autres membres des Laboratoires de paix ayant déjà des capacités et une légitimité, vont organiser au moins 13 rencontres d'échanges avec les forces de sécurité pour identifier les problèmes qui exacerbent l'insécurité et les violences basées sur le genre. Ils seront ainsi préparés à faire partie des futurs Comités consultatifs locaux de sécurité. Ces comités font partie des dispositifs locaux prévus par la Réforme du Secteur de la Sécurité et sont constitués des représentants des communautés et des FDS. Activité7 : Les informations fournies pourront ainsi enrichir les plans d'actions de 13 Comités consultatifs locaux de sécurité sur les alertes de sécurité et les cas/risques de VBG qui seront créés par le projet dans 13 communautés. Ceux-ci seront soutenus techniquement et financièrement par le projet. Les bonnes pratiques et les leçons apprises pourront être partagées avec les autres Cercles à travers les autorités locales et les Cellules régionales du Ministère de la Réconciliation.

Produit 1.4 : 2600 membres des mécanismes communautaires sont largement informés sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et s'impliquent activement

Activité8 : Pour commencer, il s'agira d'organiser une large campagne médiatique en faveur de la paix à travers les médias locaux (radios communautaires), nationaux (radio, télévision) et les médias sociaux, etc. Elle permettra de toucher les zones difficiles d'accès et de créer les conditions d'un environnement favorable pour les activités suivantes. Ensuite, elle consistera à informer et former les 2600 membres des mécanismes de paix (cibles de l'activité2) sur le contenu et sur l'état de mise en œuvre de l'Accord. Les modules sont déjà disponibles dans les langues locales auprès du Ministère de la Réconciliation. Elle sera complétée par l'Activité9 : qui concerne l'organisation des débats thématiques sur les différents mécanismes/réformes prévus par l'Accord (DDR, RSS, Justice transitionnelle, autorités intérimaires, décentralisation poussée, élections, et.) au sein des Laboratoires de paix. Leurs membres disposent déjà de capacités/outils en médiation des conflits. Les connaissances approfondies sur l'Accord permettront de disposer des expertises au niveau local qui comprennent mieux les implications potentielles de l'Accord dans leurs communautés. Dans le cas où des initiatives spécifiques de soutien à la mise en œuvre locale de l'Accord émergent de ces activités, elles pourraient faire partie des actions financées dans l'Activité4 (elles devront faire un lien direct avec l'Accord pour la paix avec des indicateurs de réussite).

Produit 1.5 : 819 femmes participent activement dans les dynamiques de paix conformément au Plan d'Action National de la 1325

Des actions particulières pour améliorer la participation des femmes permettront de reconstruire des sociétés plus équitables et plus pacifiques durablement. Activité10 : A cet effet, il est important de mobiliser les femmes pour le suivi de la mise en œuvre du Plan d'Action National de la 1325 qui est une contribution à la mise en œuvre de l'Accord. Il s'agira de former les 819 femmes membres des Laboratoires et des mécanismes de paix sur le PAN 1325. Activité11 : Plus spécifiquement, les 39 femmes membres des Laboratoires seront formées de façon approfondie sur les thèmes du leadership, la participation à la vie publique et le plaidoyer pour qu'elles s'engagent fortement/activement dans les mécanismes

locaux. Elles seront accompagnées par l'équipe du projet et les autres membres des Laboratoires de paix pour engager une réflexion communautaire sur les modèles de masculinité positive et construire la confiance en soi des femmes, ce qui permettra d'identifier des modèles et des initiatives de changements positifs en matière de participation des femmes au niveau communautaire.

Durabilité et institutionnalisation :

La durabilité est d'abord assurée par le choix de Volontaires pour la paix issus et vivant dans leurs communautés et reconnus par celles-ci, ce qui facilitera aussi la gestion des risques de protection. Ceux-ci seront reconnus par le CNPV pour assurer leur institutionnalisation. La pérennité est aussi assurée par l'utilisation des mécanismes communautaires (qui seront plus inclusifs) et des solutions endogènes, ce qui facilite l'appropriation des initiatives. Ces mécanismes ont démontré leur résilience, leur légitimité et leur ancrage durable en restant actifs malgré le contexte très difficile. Les capacités locales ainsi créées à travers les formations complémentaires et les initiatives de paix resteront dans les communautés ciblées. Plusieurs acteurs locaux (jeunes, femmes) participant aux mécanismes de paix auront démontré leur intérêt et leur engagement en faveur de la paix tels que les critères de ciblage l'ont précisé. Plusieurs leaders communautaires et religieux sont naturellement impliqués dans la résolution des conflits de par leurs statuts. Tous sont directement ou indirectement affectés par les effets des conflits.

Les autorités administratives (Gouverneurs, Préfets, Sous-Préfets, Directions régionales des Ministères clés) et les élus (Députés, Maires, Conseillers communaux) seront partie prenante des processus là où ils sont présents. Ainsi, les cellules régionales pour la cohésion sociale installées par le Ministère de la Réconciliation Nationale seront associées dans la capitalisation des acquis et favoriseront la multiplication des expériences à l'échelle régionale, puis nationale comme les structures de recherche. La collaboration avec les démembrements régionaux des Ministères de la Réconciliation, de la Femme et de la Jeunesse permettra d'assurer le suivi des initiatives de paix après la fin du projet. Les résultats, les défis et les leçons apprises seront aussi versés dans les Plans régionaux, locaux et communaux de développement (PDSEC). La coordination de la mise en œuvre du PAN 1325 étant assurée par le MPFEF, son implication permettra aussi d'alimenter la base de données déjà créée. Tout cela renforcera la reconnaissance et l'institutionnalisation des résultats et des approches, ainsi que les possibilités de réplication (scale up) dans les 2 régions et au niveau national.

b) Budget:

Table 2: Project Activity Budget

| Outcome/ Output number | Output name | Output budget by RUNO | UN budget category (see table below for list of categories) | Any remarks (e.g. on types of inputs provided or budget justification) | |
|---|---|-----------------------------|--|--|--|
| | | | | Agence Lead ⁶ | Remarks |
| Résultat 1 : La dynamique de construction et de consolidation de la paix est renforcée par l'amélioration des relations inter et intra-communautaires dans les Cercles de Ténenkou et Macina à travers l'accroissement de l'implication et du rôle de 2600 jeunes, femmes, leaders communautaires et religieux (dont au moins 30% de femmes) | | | | | |
| Output 1.1 | Des dialogues inter et intracommunautaires sont organisés dans les 2 Cercles et des chartes | 374 596 | Personnel ; Fournitures et matériels ; Equipment, véhicules, mobiliers ; | PNUD | Conception d'outils, organisation d'ateliers et mise |

⁶ Rôle du lead de l'Output : coordination de l'élaboration des outils techniques, de la méthodologie et la coordination et pas forcément l'exécution entière du budget dédié à l'Output concerné

| | | | | | |
|--------------------|---|-----------|--|------------|--|
| | locales signées grâce aux propositions issues des Laboratoires pour la paix | | Services contractuels ; Frais de déplacement ; Transferts et subvention aux homologues ; Frais généraux de fonctionnement | | en place des mécanismes traditionnels, constitution des noyaux de volontaires |
| Output 1.2 | Des initiatives de prévention et de gestion des conflits sont mises en œuvre conjointement par les coalitions de jeunes, de femmes et de leaders communautaires et religieux | 603 804 | Personnel ; Fournitures et matériels ; Equipment, véhicules, mobiliers ; Services contractuels ; Frais de déplacement ; Transferts et subvention aux homologues ; Frais généraux de fonctionnement | ONU Femmes | Organisation d'ateliers pour l'analyse des conflits, formation de 2600 personnes, ateliers de désignation des membres des Laboratoires pour la paix, financement des initiatives |
| Output 1.3 | Un dialogue inclusif et participatif est engagé avec les Forces de défense et de sécurité pour améliorer la confiance avec elles, réduire l'influence des groupes armés et promouvoir un climat de paix | 758 845 | Personnel ; Fournitures et matériels ; Equipment, véhicules, mobiliers ; Services contractuels ; Frais de déplacement ; Transferts et subvention aux homologues ; Frais généraux de fonctionnement | PNUD | Organisation de rencontres avec les FDS, ateliers d'élaboration de plans d'action, appuis aux plans d'action |
| Output 1.4 | 2600 membres des mécanismes communautaires sont largement informés sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et s'impliquent activement | 116 292 | Personnel ; Fournitures et matériels ; Equipment, véhicules, mobiliers ; Services contractuels ; Frais de déplacement ; Transferts et subvention aux homologues ; Frais généraux de fonctionnement | PNUD | Organisation de campagnes médiatiques, organisations de débats sur l'Accord (DDR, RSS, justice transitionnelle, ...) |
| Output 1.5 | 819 femmes participent activement dans les dynamiques de paix conformément au Plan d'Action National de la 1325 | 467 853 | Personnel ; Fournitures et matériels ; Equipment, véhicules, mobiliers ; Services contractuels ; Frais de déplacement ; Transferts et subvention aux homologues ; Frais généraux de fonctionnement | ONU Femmes | Organisations d'ateliers de formations des femmes sur le PAN1325, organisation des formations des femmes des laboratoires sur le leadership et le plaidoyer |
| Suivi – Evaluation | | 178 617 | | ONU Femmes | Missions de suivi, ateliers de capitalisation, outils de visibilité |
| Total | | 2 500 006 | | | |

Table 3: Project budget by UN categories

| Categories | Amount Recipient Agency ONUFEMMES | | Amount Recipient Agency UNDP | | TOTAL |
|---|-----------------------------------|---------------|------------------------------|---------------|------------------|
| | 70% | 30% | 70% | 30% | |
| 1. Staff and other personnel | 35000 | 15000 | 35000 | 15000 | 100 000 |
| 2. Supplies, Commodities, Materials | 31 625 | 13 554 | 31 570 | 13530 | 90 279 |
| 3. Equipment, Vehicles and Furniture (including Depreciation) | 35000 | 15 000 | 34 913 | 14 962 | 99 875 |
| 4. Contractual Services | 250 110 | 107 190 | 249 900 | 107 100 | 714 300 |
| 5. Travel | 49500 | 19500 | 49500 | 19500 | 130 000 |
| 6. Transfers and Grants to Counterparts | 392 000 | 168 000 | 3392 000 | 168000 | 1 120 000 |
| 7. General Operating and other Direct Costs | 28 700 | 12 300 | 28 700 | 12 300 | 82 000 |
| Sub-total Project Costs | 817 935 | 350 544 | 817 583 | 350393 | 2 336 454 |
| 8. Indirect Support Costs* | 57 255 | 24358 | 57 231 | 24527 | 163551 |
| TOTAL | 875 191 | 375082 | 874813 | 374920 | 2 500 006 |

*The rate shall not exceed 7% of the total of categories 1-7, as specified in the PBF MOU and should follow the rules and guidelines of each recipient organization. Note that inter-agency-incurred direct project implementation costs should be charged to the relevant budget line, according to the Agency's regulation, rules and procedures.

**PBSO will authorize an initial transfer amounting to 70% of the requested budget and, upon timely submission and acceptance of the project reports and at least 80% expenditure of the total budget for the first transfer, the Fund will release the remaining 30%. Please note that all subsequent tranches are also contingent on the availability of resources in the Peacebuilding Fund.

Table 3: Project budget by UN categories

c) Capacity of RUNO(s) and implementing partners:

ONU Femmes au Mali dispose d'une équipe travaillant sur la thématique de paix et sécurité et d'un Sous-Bureau à Gao couvrant le Nord du pays. ONU Femmes joue un rôle stratégique d'appui à la coordination de la mise en œuvre du PAN 1325 et est co-lead de l'Axe 1 de l'UNDAF+ sur la paix et la réconciliation. Cela permettra de lier les interventions de ce projet aux interventions générales des Nations-Unies en matière de paix et de sécurité. ONU Femmes bénéficie d'une grande expérience dans l'organisation et la mobilisation des femmes pour la paix à travers l'information/formation des femmes, l'organisation des rencontres intercommunautaires et la mise en place des cases de la paix des femmes dans plusieurs localités à travers le pays, le partenariat avec les forces de défense et de sécurité pour la lutte contre les VBG, le plaidoyer, etc. L'une des forces d'ONU Femmes est constituée par son assise communautaire à travers les organisations féminines à la base.

Le PNUD jouit d'une forte expérience dans le domaine du dialogue communautaire et la résilience et dispose de Sous-Bureaux dans les différentes zones. Il met en œuvre notamment le programme « Restauration de l'autorité de l'État et Accès à la Justice au Nord Mali »,

accompagne le redéploiement progressif des services de l'administration, ainsi que des magistrats et des forces de sécurité dans les Régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. Le Programme Conjoint Jeunesse et Résilience (PNUD/UNFPA/FAO/OIT) porte sur le renforcement de la résilience des jeunes. Le PNUD a aussi initié le Projet d'Appui au renforcement de la cohésion sociale et à la promotion d'un dialogue national. Le PNUD et ONU Femmes ont deux projets conjoints sur la zone transfrontalière Mali/Burkina Faso/Niger et sur l'Etat de droit (PNUD/ONU Femmes/MINUSMA/ONU DC).

Le mandat de la MINUSMA insiste sur la prise en compte du genre. Elle dispose des services consacrés au Genre et à la Protection des femmes. Ces services travaillent en collaboration avec d'autres sections pour veiller à la transversalité du genre et la lutte contre les violences sexuelles liées au conflit. La MINUSMA dispose des bases dans les régions du Nord : Gao, Tombouctou, Mopti et Kidal. Les domaines d'intervention de l'Unité Genre pertinents pour la mise en œuvre de ce projet se situent au niveau de la prise en compte du genre dans le travail de la police, des militaires, sur les droits humains, la composante électorale, l'appui au rapportage, etc. ONU Femmes et le FNUAP mettent en œuvre actuellement en collaboration avec la MINUSMA 2 projets financés par le PBF.

Chaque Agence prendra le leadership des activités sur la base de son expérience et de sa valeur ajoutée. Les activités seront réalisées sur la base d'une planification conjointe annuelle et trimestrielle élaborée en début de période. Elle précisera également les rôles, les responsabilités et les outils de suivi. Au niveau du Gouvernement, les Ministères clés dans la mise en œuvre de ce projet sont :

- Le Ministère de la Réconciliation Nationale
- Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
- Le Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne

Le projet travaillera en partenariat avec les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de la paix et de la sécurité et des structures de recherche ayant des activités dans les domaines ou les zones ciblées telles que : le Centre National de Promotion du Volontariat, l'Association Juridique de Communication et d'Appui à la Démocratie, l'Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance, ODI Sahel, GAAS Mali, le REPFESCO, WILDAF, CAFO, la Plateforme des Femmes Leaders du Mali, le GP/DCF, WANEP, AFIP, CONASCIPAL, IMRAP, l'Université du Mali, ainsi que d'autres organisations de la société civile, etc.

| | RUNO I: NAME | Key Source of Funding (government, donor etc) | Annual Regular Budget in \$ | Annual emergency budget (e.g. CAP) |
|------------------------|---------------------|---|------------------------------------|---|
| Previous calendar year | ONUFEMMES | Suède, Japon, Allemagne, PBF | 6 000 0000 | 0 |
| | PNUD | Gvt Mali, UNW, Global Fund, UNTFHS, Pays Bas, Norvège, Allemagne, PBF, Climate Fund | 47 313 680 | 0 |
| Current calendar year | ONU Femmes | Suède, Danemark, Belgique, PNUD, Allemagne, PBF, UNCCTF, Luxembourg, Secteur Privé | 6 830 000 | 0 |

| | | | | |
|--|------|---|------------|---|
| | PNUD | Gvt Mali, UNW, Global Fund, UNTFHS, Pays Bas, Norvège, Allemagne, PBF, Climate Fund | 45 846 777 | 0 |
|--|------|---|------------|---|

III. Management and coordination

a) Project management:

Le Projet sera mis en œuvre par ONU Femmes et le PNUD en partenariat avec l'unité Genre de la MINUSMA qui sera associée à la mise en œuvre des activités sur le terrain en fonction de son expertise (les modalités seront consignées dans un MOU). ONU Femmes aura le lead et assurera la coordination générale des activités du projet au quotidien. Elle coordonnera l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des contrats et l'élaboration des rapports périodiques relatifs aux résultats afin de rendre compte de l'exécution des activités et des ressources. Elle rapportera au Comité de pilotage du projet et travaillera de manière rapprochée avec le Secrétariat PBF au Mali. Ces 3 Agences bénéficieront de l'expertise du personnel basé au Mali et de l'appui de leurs bureaux régionaux et des experts des sièges respectifs, chaque fois que de besoin (suivi évaluation, communication/visibilité, etc.).

Il y aura un Comité technique de coordination du projet composé par le Management d'ONU Femmes, du PNUD et de la MINUSMA, des 3 Ministères partenaires et des membres de la société civile impliqués dans la mise en œuvre du projet, sous la forme d'exécution NEX. Il sera basé à Bamako et sera responsable de l'approbation du plan de travail, l'orientation stratégique, la revue de l'avancement des activités, l'assurance de qualité. La Tutelle de la partie nationale sera assurée par le Ministère de la Réconciliation Nationale.

3 staffs nationaux seront chargés de la coordination et de la mise en œuvre du projet (un Coordinateur Général du Projet et un Assistant à ONU Femmes) et un Coordinateur au PNUD. Ils seront appuyés dans le suivi des activités sur le terrain par les autres membres du personnel basés dans les 2 régions et celui des OSC partenaires. Chacune des Agences se chargera de la mise en œuvre des activités sous sa responsabilité et sera redevable pour l'atteinte des résultats prévus, en utilisant le même logiciel ATLAS. Chacune des Agences associera ses staffs de supervision et administratifs pour la mise en œuvre. Les actions favorisant la visibilité du PBF (utilisation du logo sur les documents et les panneaux, informations sur le PBF lors des activités, organisation des visites de PBSO sur le terrain, information des autorités sur le PBF, etc.) seront intégrées systématiquement et en particulier lors des activités de communication. Les points focaux communication travailleront de manière rapprochée avec le Secrétariat PBF au Mali et le Responsable de la Communication de PBSO basé à New York pour mettre en évidence les résultats et leçons apprises du projet. La visibilité de PBSO sera assurée par une campagne de communication menée par les RUNOs en coordination avec le Secrétariat PBF.

b) Risk management:

Table 5 – Risk management matrix

| Risks to the achievement of PBF outcomes | Likelihood of occurrence (high, medium, low) | Severity of risk impact (high, medium, low) | Mitigating Strategy (and Person/Unit responsible) |
|--|--|---|---|
| La détérioration de la situation sécuritaire du pays | Moyen | Haute | Intensification de la campagne pour la paix surtout à l'approche des élections. Partenariat avec des organisations locales basées dans les zones. Utilisation des |

| | | | |
|--|--------|-------|---|
| | | | Volontaires pour la paix issus des communautés ciblées |
| Amplification des conflits inter-communautaires liée aux sources de divisions antérieures | Moyen | Moyen | Séances de sensibilisations/formations dans les communautés à forte tension sur les dividendes de la paix et la gestion pacifique des conflits. Renforcement des capacités des organisations communautaires travaillant déjà sur la cohésion sociale |
| Non-respect de la planification en raison de problèmes d'accès aux zones ou aux cibles (risque de gestion) | Moyen | Haute | Partenariat avec des OSC qui ont un ancrage local et qui peuvent continuer à travailler. Implication des autorités locales pour assurer l'institutionnalisation des actions. Utilisation des outils de gestion et de suivi à distance |
| Manque de collaboration des acteurs ou des forces de sécurité lié aux menaces sur la protection | Moyen | Haute | Utilisation des Comités consultatifs locaux de sécurité pour les activités concernant les FDS. Respect du principe du Do no harm |
| Faible adhésion à la cause de la paix et aux objectifs du projet par certains groupes | Faible | Moyen | Démarche inclusive et participative de tous les acteurs et partenaires pour la définition des orientations en relation avec l'évolution de la situation. Bonne communication sur les objectifs du projet et l'impartialité des NU. Partenariat avec des organisations locales ayant une assise dans les zones en insécurité |

c) Monitoring & evaluation:

Le suivi-évaluation sera assuré par l'équipe de coordination du projet à ONU Femmes et au PNUD, avec l'appui des Chargés du suivi-évaluation. Ainsi un plan de suivi évaluation spécifique du projet sera mis en place. Il permettra de collecter les données de base prévues dans le cadre des résultats au début et à la fin en collaboration avec les Ministères et les organisations de la société civile partenaires. Les fiches de collecte des données seront utilisées pour les indicateurs quantitatifs et des enquêtes/sondages seront menées pour les indicateurs qualitatifs (voir IRF). Les réalisations et analyses pourront être générées par zone ou sur les thématiques touchées par le Projet. Des missions de suivi sur le terrain ainsi que des sessions de restitution des résultats seront organisées avec les partenaires. Le suivi sera formalisé par la production des rapports semestriels et annuels de mise en œuvre. Des études spécifiques (comme par exemples une enquête de base, un état des lieux des mécanismes de gestion des conflits et le rôle des femmes et des jeunes, des sondages, des mini enquêtes, etc.) et ateliers de partage de connaissances seront réalisés pour tirer les leçons apprises et favoriser la réplication des expériences et si possible le passage à l'échelle avec d'autres Cercles et communautés. Ce avec l'appui des structures de recherches telles que le Département de Sociologie de l'Université du Mali, le Centre de l'Ecole de maintien de la paix, etc. Des outils de communication comme la vidéo pourront permettre de faciliter les échanges compte tenu des difficultés d'accès. Les informations et les connaissances générées pourront aussi être capturées dans la base de données du PAN 1325 gérée par le Ministère de la Promotion de la Femme. Elles seront aussi diffusées à travers les outils de communication (médias, articles, témoignages, etc.).

Une évaluation indépendante du projet sera effectuée à la fin.

d) Administrative arrangements (This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate narrative reports and financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is notified by the RUNO (accompanied by the final narrative report, the final certified financial statement and the balance refund);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

- Bi-annual progress reports to be provided no later than 15 June;
- Annual progress reports to be provided no later than 15 November;
- Final (end of project) narrative reports, to be provided no later than three months after the operational closure of the project;
- Annual financial statements as of 31 December with respect to the funds disbursed to it from the PBF, to be provided no later than four months (30 April) after the end of the calendar year;

- Certified final financial statements after the completion of the activities in the approved programmatic document, to be provided no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.
- Unspent Balance at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annex A: Project Summary (to be submitted as a word document to MPTF-Office)



**PEACEBUILDING FUND
PROJECT SUMMARY**

| | | |
|------------------------------------|--|--------------------------------------|
| Project Number & Title: | PBF/ Projet de renforcement de la résilience sécuritaire et de la prévention des conflits inter-communautaires pour la cohésion sociale et la paix dans les Régions de Mopti et Ségou | |
| Recipient UN Organization: | UN WOMEN / UNDP | |
| Implementing Partner(s): | MINUSMA, Ministère de la Réconciliation Nationale, Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, Ministère de la Jeunesse et de la Construction citoyenne, organisations de la société civile | |
| Location: | Régions de Mopti et Ségou (Cercles de Ténenkou et Macina) | |
| Approved Project Budget: | 2 500 006 \$ | |
| Duration: | Planned Start Date: Janvier 2018 | Planned Completion: Juin 2019 |
| Project Description: | Le projet vise à accroître l'implication et le renforcement du rôle leader des jeunes et des femmes ainsi que des légitimités traditionnelles et autorités locales dans la promotion de la cohésion sociale, la réduction des tensions communautaires et intercommunautaires et la consolidation de la paix dans les Régions de Mopti et Ségou. Cet objectif sera atteint à travers notamment le développement de coalitions de ces forces de changement, la promotion du dialogue communautaire inclusif sur la base d'acquis d'expériences et de connaissances partagés et l'établissement d'un nouveau contrat social entre ces acteurs, vecteurs essentiels de changement pour la Paix au niveau local précisément dans les Cercles de Ténenkou et Macina. | |
| PBF Focus Area: | Promote coexistence and peaceful resolution of conflicts (Priority Area 2) (2.3) Conflict prevention/management | |
| Project Outcome: | Résultat 1 : La dynamique de construction et de consolidation de la paix est renforcée par l'amélioration des relations inter et intra-communautaires dans les Cercles de Ténenkou et Macina à travers l'accroissement de l'implication et du rôle de 2600 jeunes, femmes, leaders communautaires et religieux (dont au moins 30% de femmes) | |

Key Project Activities:

Activité1 : La mobilisation communautaire sera menée dans les 13 communes ciblées, actuellement affectées par les conflits intercommunautaires et l'extrémisme violent. Avant d'initier le travail d'analyse locale du conflit et de dialogue, il est important de préparer un noyau de personnes ressources issues des communautés. Donc, chacune des 13 communautés délèguera 5 personnes/communauté pour assurer le rôle de Volontaires communautaires pour la paix. Activité2 : Les Volontaires pour la paix vont ensuite réunir des assemblées communautaires pour organiser 13 mécanismes inter ou intracommunautaires dans 13 communes. Au moins 2600 membres des communautés participeront à ces mécanismes. Activité3 : Sur la base des propositions des rencontres intra et intercommunautaires, les participants désigneront les membres qui travailleront au sein des Laboratoires pour la paix qui seront animés par les Volontaires. Ces Laboratoires identifieront les solutions et les initiatives conjointes les plus réconciliatrices et/ou promotrices de paix au niveau communautaire, que les communautés peuvent elles-mêmes conduire. Ils élaboreront 13 chartes locales de paix qui seront validées et signées par les décideurs communautaires, les élus et les autorités administratives. Activité4 : Les chartes incluront aussi des solutions classées par ordre de priorité et réalisables par les parties en conflit. En moyenne 4 meilleures initiatives conjointes de chaque charte seront soutenues financièrement (pour un coût moyen de 5 000 000 Fcfa/initiative, soit un total de 52 projets communautaires), une contribution des communautés sera aussi exigée (en nature, en matériels ou financière). Activité5 : Parmi les initiatives, une attention particulière sera dédiée aux femmes et aux jeunes issus de différentes communautés ethniques à travers la réhabilitation ou la construction de centres sur le modèle des cases de paix, qui leur permettront de créer des opportunités de se rassembler et d'interagir dans un environnement sûr. Activité6 : Les Volontaires pour la paix et les autres membres des Laboratoires de paix ayant déjà des capacités et une légitimité, vont organiser au moins 13 rencontres d'échanges avec les forces de sécurité pour identifier les problèmes qui exacerbent l'insécurité et les violences basées sur le genre. Activité7 : Les informations fournies pourront ainsi enrichir les plans d'actions de 13 Comités consultatifs locaux de sécurité sur les alertes de sécurité et les cas/risques de VBG qui seront créés par le projet dans 13 communautés. Ceux-ci seront soutenus techniquement et financièrement par le projet. Activité8 : Il s'agira d'organiser une large campagne médiatique en faveur de la paix à travers les médias locaux (radios communautaires), nationaux (radio, télévision) et les médias sociaux, etc. Ensuite, elle consistera à informer et former les 2600 membres des mécanismes de paix (cibles de l'activité3) sur le contenu et sur l'état de mise en œuvre de l'Accord. Elle sera complétée par l'Activité9 : qui concerne l'organisation des débats thématiques sur les différents mécanismes/réformes prévus par l'Accord (DDR, RSS, Justice transitionnelle, autorités intérimaires, décentralisation poussée, élections, etc.) au sein des Laboratoires de paix. Des initiatives spécifiques de soutien à la mise en œuvre locale de l'Accord pourront aussi être proposées. Activité10 : Il est important de mobiliser les femmes pour le suivi de la mise en œuvre du Plan d'Action National de la 1325 qui est une contribution à la mise en œuvre de l'Accord. Il s'agira de former les 819 femmes membres des Laboratoires et des mécanismes de paix sur le PAN 1325. Activité11 : Plus spécifiquement, les 39 femmes membres des Laboratoires seront formées de façon approfondie sur les thèmes du leadership, la participation à la vie publique et le plaidoyer pour qu'elles s'engagent fortement/activement dans les mécanismes locaux.

Annex B: IRF Results Framework

Country name: Mali

Project Effective Dates: janvier 2018 - juin 2019

PBF Focus Area: 2 (2.3 Conflict prevention/management)

IRF Theory of Change: Si des coalitions de jeunes, femmes et leaders communautaires s'engagent dans des cadres de dialogue inclusifs et participatifs, si les cadres de collaboration avec les autorités locales, les forces de défense et sécurité existent, si les communautés sont mieux informées et s'engagent pour la paix alors les tensions communautaires seront réduites et le climat de paix amélioré parce que les communautés auront les capacités de résoudre les conflits sans recours à la violence, leur confiance dans les institutions sera renforcée et l'influence des groupes armés sera diminuée.

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|---|--|--|--|--|--|--|---|---|---|---|--|
| <p>Outcome 1 [one-line description of outcome]</p> <p>Resultat 1: La dynamique de construction et de consolidation de la paix est renforcée par l'amélioration des relations inter et intra-communautaires dans les Cercles de Ténenkou et Macina à travers l'accroissement de l'implication et du rôle de 2600 jeunes, femmes, leaders communautaires et religieux (dont au moins 30% de femmes)</p> | <p>Outcome Indicator 1a Taux de diminution du nombre d'actions violentes liées aux combats inter et intra communautaires dans les zones d'intervention du projet Baseline: à déterminer dans la collecte des données de base Target: 30%</p> | <p>Enquête de base Rapports sur les incidents sécuritaires de UNDES Rapports locaux sur les incidents sécuritaires dans les zones ciblées Rapport final Document final d'évaluation du projet</p> | | | | | | | X | X | X | | |
| | <p>Outcome Indicator 1b Pourcentage des jeunes/femmes/leaders bénéficiaires du projet qui croient aux mécanismes de gestion des conflits communautaires Baseline: à déterminer dans la collecte des données de base Target: 60%</p> | <p>Enquête de base Rapport final Document final d'évaluation du projet Sondages</p> | | | | | | | | X | X | X | |
| | <p>Outcome Indicator 1c % de la population qui admet avoir confiance dans les FDS Baseline: à déterminer dans la collecte des données de base Target: 30% de progression parmi les représentants des communautés cibles</p> | <p>Enquête de base Mini sondages Rapport final Document final d'évaluation du projet</p> | | | | | | | | X | X | X | |
| | <p>Outcome Indicator 1d % de la population ayant une connaissance d'au moins 2</p> | <p>Evaluation du niveau de connaissances Rapport final</p> | | | | | | | | X | X | X | |

| | | | | | | | | | |
|---|--|---|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| <p>Output 1.2 Des initiatives de prévention et de gestion des conflits sont mises en œuvre conjointement par les coalitions de jeunes, de femmes et de leaders communautaires et religieux</p> | <p>Baseline: 0 Target: 13</p> <p>Output Indicator 1.2.1 Nombre d'initiatives conjointes de prévention et de gestion des conflits appuyées par le projet Baseline: 0 Target: 52</p> | <p>Rapports de réunions des jeunes et des femmes sur la conduite des initiatives de paix Rapports financiers Rapports des visites sur terrain</p> | <p>X</p> |
| <p>Output Indicator 1.2.2 Nombre de personnes bénéficiaires des initiatives conjointes (desagrégé par sexe et âge) Baseline: 0 Target: 1200 (30% de femmes)</p> | <p>Rapports de réunions Rapports d'activités du projet Rapports des visites sur terrain Listes des bénéficiaires</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> |
| <p>Output Indicator 1.2.3 Nombre de sessions d'apprentissages organisées Baseline: 0 Target: 13</p> | <p>Rapports des sessions d'apprentissage Listes de présence Evaluation des connaissances</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> | <p>X</p> |
| <p>Output 1.3 Un dialogue inclusif et participatif est engagé avec les Forces de défense et de sécurité pour améliorer la confiance avec elles, réduire l'influence des groupes armés et promouvoir un climat de paix</p> | <p>Output Indicator 1.3.1 Nombre de rencontres organisées avec les FDS Baseline: 0 Target: 13</p> <p>Output Indicator 1.3.2 Nombre de comités consultatifs sur les alertes de sécurité y compris les violences basées sur le genre fonctionnels Baseline: 0 Target: 13</p> | <p>Rapports des rencontres avec les FDS Rapports de réunions Listes de présence</p> <p>Rapports d'activités des comités consultatifs Listes de présence Listes des membres des comités consultatifs</p> | <p>X</p> |
| <p>Output 1.4 2600 membres des mécanismes communautaires sont largement informés sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et s'impliquent activement</p> | <p>Output Indicator 1.4.1 Nombre de séances de sensibilisation sur l'Accord pour la paix Baseline: 0 Target: au moins 13</p> <p>Output Indicator 1.4.2 Nombre de débats tenus sur l'Accord pour la paix Baseline: 0 Target: au moins 13</p> | <p>Rapports des séances de sensibilisation Rapports des visites sur terrain Listes de présence</p> <p>Rapports d'activités Comptes rendus des débats Rapports des visites sur terrain</p> | <p>X</p> |

| | | | | | | | | | | | | |
|--|---|--|--|--|---|---|---|---|---|---|---|--|
| | <p>Output 1.5 819 femmes participent activement dans les dynamiques de paix conformément au Plan d'Action National de la 1325</p> | <p>Output Indicator 1.4.3 Nombre d'initiatives spécifiques de soutien à la mise en œuvre locale de l'Accord appuyées par le projet BaseLine: 0 Target: au moins 13 parmi 52</p> <p>Output Indicator 1.5.1: Nombre de femmes formées sur le PAN 1325 BaseLine: 0 Target: 819</p> <p>Output Indicator 1.5.2 % des membres de groupes de réflexion ayant une compréhension de la masculinité positive (ségrégé par sexe et âge) BaseLine: 0 Target: 50%</p> | <p>Listes de présence Rapports sur les initiatives menées</p> <p>Rapports des formations Liste des participants</p> <p>Listes de participants aux sessions Evaluation des connaissances Rapport périodiques Mini sondage</p> | | X | X | X | X | X | X | X | |
| | | | | | | | | | | | | |